

CONJONCTURE DECEMBRE 2016

17 JANVIER 2017

APPRECIATION GENERALE

La conjoncture économique à fin décembre 2016 demeure, dans l'ensemble, déprimée. Elle continue à être marquée par le ralentissement de l'activité économique et l'aggravation des tensions sur les équilibres financiers, aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

Les signaux relativement positifs, récemment apparus, en particulier au niveau des déclarations d'investissement, des investissements directs étrangers et des exportations, sont, certes, encourageants mais demeurent faibles. Ils ne concernent que les industries manufacturières, essentiellement non alimentaires et ne sont pas encore suffisamment forts pour modifier l'appréciation générale de la situation économique.

APPRECIATION DES DIFFERENTS INDICATEURS

1 – Faible croissance du PIB

Les évaluations globales effectuées par l'Institut National des Statistiques durant les trois premiers trimestres de l'année révèlent, comme cela a été présenté dans le dernier papier de conjoncture, un glissement du PIB, sur douze mois, de 1.3 pourcent soit un taux en retrait de 0.2 point par rapport à la dernière prévision retenue dans le cadre du budget économique (1.5 pourcent) et ce, malgré la politique active de soutien de la demande intérieure avec, notamment, une augmentation des salaires dans la fonction publique de 16.8 pourcent durant les onze premiers mois de 2016

Le ralentissement de la croissance se trouve, d'ailleurs, corroboré, d'une part, par les importations de matières premières et demi-produits qui ne progressent, pour l'ensemble de l'année 2016, que de 9.9 pourcent, soit un taux inférieur au glissement du dinar et, d'autre part, surtout, par la quasi-stagnation des recettes au titre de la TVA, qui ne progressent que de 0.7 pourcent pour les onze premiers mois de l'année, sachant la forte corrélation entre ce paramètre et le niveau des activités marchandes.

Il est à signaler que le glissement du PIB marocain au quatrième trimestre de 2016 est de 1.2 pourcent, dont 2.5 pourcent pour la valeur ajoutée non agricole et que le glissement du PIB de la zone Euro au troisième trimestre est de 1.7 pourcent dont 1.2 pourcent pour la France.

2 – Tassement des créations d'emploi et maintien du chômage à un niveau élevé

L'enquête d'emploi du quatrième trimestre 2016 ne sera publiée par l'Institut National de la Statistique que durant le mois de février prochain.

Les données disponibles sur l'emploi concernent, en premier lieu, l'enquête de l'INS, menée durant le troisième trimestre, qui révèle que le taux de chômage global est de 15.5 pourcent de la population active et que le taux de chômage des diplômés est de 31.9 pourcent :

Les indications relatives à la répartition des chômeurs de l'enseignement supérieur, selon la nature des diplômes, méritent, à cet égard, de faire l'objet d'une analyse et un traitement spécifiques étant donné l'ampleur des problèmes qu'occasionne ce fléau. Elles se présentent comme suit :

Enquête emploi 4^e trimestre 2016	Nombre	Structure en pourcent
Diplômés techniciens supérieurs	62 300	23.3
Maitrise des sciences humaines	41 600	15.5
Maitrise droit, économie et gestion	36 800	13.7
Maitrise des sciences exactes	78 400	29.3
Autres diplômés supérieurs	48 600	18.2
Total	267.700	100

Les données disponibles concernent, en second lieu, les statistiques de recrutement et de soutien dans le cadre de la politique d'emploi. Les indications à fin novembre, fournies par les bureaux d'emploi et de travail indépendant, confirment la tendance de tassement des créations d'emploi notée par l'INS. Elles révèlent, en effet, que le rythme de recrutement passant par ses bureaux a baissé aussi bien pour les diplômés (- 2.7 pourcent) que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi (- 10.5 pourcent).

L'impact de cette tendance est, cependant, en partie, atténué par la politique active d'emploi avec une augmentation de 14.5 pourcent du nombre de bénéficiaires des contrats d'insertion et d'apprentissage (SIVP, CAIP, SCV) et de 5.9 pourcent du nombre de bénéficiaires du programme de création d'entreprises et formation d'entrepreneurs (CEFE)

Nombre de Bénéficiaires	11 mois 2015	11 mois 2016	Accroissement
Contrats insertions des diplômés	69 280	80 296	+15.9%
Autres contrats d'insertions	28 411	31 631	+11.3%
Total	97 691	111 927	+14.6%
Contrats formation création entreprises	5 699	6 037	+ 5.9%

Malgré les efforts déployés, le chômage des jeunes demeure important, de l'ordre de 35% de la population active correspondante contre 23 pourcent pour le Maroc et 20.7 pourcent pour la zone Euro et 25.8 pourcent pour la France.

3 – Niveau d’investissement encore faible avec, cependant, des indices partiels relativement positifs

Le niveau d’investissement demeure, selon les derniers indicateurs disponibles, en dessous de la barre de 20 pourcent du PIB, ne progressant, en terme nominal, que suivant un taux proche de celui du PIB aux prix courants (+7.7 pourcent).

Cette appréciation, qui prend appui sur l’évolution modérée des importations de biens d’équipement (+ 9.6 pourcent pour l’ensemble de l’année soit un taux inférieur au glissement du dinar) ainsi que celle des concours bancaires à l’économie (+ 7.7 pourcent durant les onze premiers mois de l’année), mérite d’être nuancée par la tendance amorcée par au moins deux indicateurs significatifs, en l’occurrence :

a) La forte augmentation durant onze mois des crédits ordonnancés au niveau du Budget de capital de l’Etat en faveur du développement de l’infrastructure, des équipements collectifs et du soutien de l’investissement productif (de 3571MDT à 4406MDT soit +23.8 pourcent) ;

b) La reprise de l’investissement industriel qui se reflète, à travers, notamment :

- ▮ L’augmentation de 54.7 pourcent de l’investissement direct étranger des industries manufacturières. Le flux des IDE dans ce secteur passe de 503.6 MDT durant les onze premiers mois de 2015 à 779.2 MDT durant la période correspondante de 2016 contre une stabilisation pour les investissements dans l’énergie (autour de 890 MDT) et une baisse dans les services (de 301 à 173 MDT) ;
- ▮ L’accroissement de 23.8 pourcent des intentions dans les industries manufacturières durant les onze premiers mois. L’augmentation la plus importante se situe au niveau des industries mécaniques et électriques, secteur phare de l’industrie tunisienne, avec un doublement des investissements déclarés (de 276 MDT à 572 MDT) ;
- ▮ Le maintien de la dynamique de mise à niveau et de modernisation de l’industrie tunisienne. Les approbations de l’année 2016 ont porté sur 318 dossiers, 718 MDT d’investissement avec l’octroi de 83 MDT de primes par l’Etat. De la sorte, le total des approbations à fin 2016 se trouve hissé à 5665 dossiers, 10 milliards de dinars d’investissement et 1.3 milliard de primes par l’Etat.

4- inflation relativement maîtrisée

Le glissement des prix sur douze mois, entre décembre 2015 et décembre 2016, se situe à 4.2 pourcent. En rapportant l’indice moyen des prix à la consommation de l’année 2016 par rapport à celui de 2015, l’inflation de l’année est de 3.4 pourcent. Ce taux sous-tend une inflation relativement modérée , de l’ordre de 2.6 pourcent, au niveau de l’alimentation qui absorbe 28 pourcent du budget moyen des consommateurs , au prix d’un important soutien de la caisse générale de compensation (1244 MDT durant les onze premiers mois de l’année) et de 2.2 pourcent au niveau de la rubrique transport qui représente 12 pourcent des dépenses moyennes de la famille grâce à la baisse des prix du gazole à la pompe (- 50 millimes le litre) et aux subventions des transport public (429 MDT durant les onze premiers mois contre 302 MDT pour la période correspondante de 2015)

Il est à noter que l'inflation de l'année 2016 serait, au vu des dernières données, de 1.3 pourcent pour le Maroc et de de moins de 1 pourcent pour la zone Euro.

5- Légère aggravation du déficit commercial

Les données à fin décembre 2016 révèlent une légère aggravation du déficit commercial, de l'ordre de 4.8 pourcent, en raison d'une augmentation des exportations (5.6 pourcent) dépassant de 0.3 point seulement l'accroissement des importations (5.3 pourcent) ; Il est relevé :

- ▮ Au niveau des exportations (i) un bon comportement des exportations des industries mécaniques et électriques qui progressent de 17.8 pourcent en se référant à l'évaluation en dinars et 5 pourcent et pour l'évaluation en euros, (ii) un accroissement modeste des exportations de l'industrie du textile, de l'habillement et du cuir, suivant un taux de 8.3 pourcent, en retrait de près de 2 points par rapport au glissement du dinar par rapport à l'euro, (iii) une forte baisse, de l'ordre de 23 pourcent des exportations des produits de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire ;
- ▮ Au niveau des importations : (i) une baisse de la facture d'importations de produits énergétiques (- 19.2 pourcent) et des produits agricoles et alimentaires (- 3.2 pourcent) grâce essentiellement à la détente des prix sur les marchés extérieurs, (ii) une augmentation modeste, de l'ordre de 10 pourcent, des achats de biens d'équipement et des intrants de l'appareil de production ; ce qui correspond à une stabilisation en euros ;
- ▮ Au niveau de la balance commerciale : (i) une forte concentration du déficit au niveau d'un nombre réduit de pays – pas plus que quatre - qui sont en dehors de l'Union Européenne. Les deux tiers du déficit commercial de 2016 se localisent au niveau de la Chine (3843 MDT), la Turquie (1482 MDT), la Russie (1376 MDT) et les Etats Unis (954 MDT), (ii) un bon comportement des échanges commerciaux de l'Union Européenne avec déficit commercial en 2016 limité à 688 MDT ce qui correspond à une baisse par rapport à 2015 de 5.5 pourcent environ (iii) une forte augmentation de l'excédent commercial avec la France ; celui-ci enregistre plus qu'un doublement passant de 1035 MDT en 2015 à 2855 MDT en 2016. Finalement, le taux de couverture des importations par les exportations se stabilise pour la deuxième année consécutive à 70 pourcent contre un taux de 55 pourcent pour le Maroc selon le Haut-Commissariat du Plan

6- Persistance des pressions sur les paiements extérieurs

Les indicateurs conjoncturels publiés à fin novembre 2016 par le ministère des finances révèlent :

- ▮ Une stabilisation du taux du déficit courant de la balance des paiements suivant le niveau élevé de l'année 2015 soit 7.5 pourcent du PIB ;

- ▮ Un recul des avoirs en devises de la BCT de 520 MDT environ ; la couverture des importations par les réserves de changes détenues par la BCT ne couvre à fin octobre 2016 que près de 107 jours contre 114 jours en octobre 2015.

Les données pour le reste de l'année font ressortir, par ailleurs, une probable aggravation de la situation de la balance des paiements étant donné l'évolution des échanges commerciaux dont le déficit passe de 10.781 MDT au 31 octobre 2016 à 12.620 MDT au 31 décembre 2016, ce qui correspond à une augmentation de 1841 MDT. De la sorte, il est attendu pour la quatrième année consécutive un déficit courant dépassant la barre 8 pourcent du PIB.

A titre d'éclairage le déficit courant de l'année 2016 serait, selon les dernières indications du FMI, de 1.8 pourcent pour le Maroc, 4.4 pourcent pour la Turquie et 5.8 pourcent pour l'Egypte.

7- Persistance des pressions au niveau du système monétaire

Les pressions, relevées durant les mois précédents, semblent persister pour la majorité des paramètres monétaires, publiés pour la journée du 12 - 13 janvier 2017, par la BCT, avec notamment :

- ▮ Un volume de refinancement de la BCT, en augmentation de 33 pourcent par rapport à la période correspondante de 2015, même s'il est relevé un repli de 600 MDT par rapport au mois précédent ;
- ▮ Un volume des billets et monnaie en circulation, même s'il semble se stabiliser pour le deuxième mois consécutif au niveau du palier de 10.100 MDT, qui augmente de 32 pourcent ou de 1.3 milliard de dinars par rapport à la période correspondante de 2015. De la sorte, le ratio du cash par rapport au PIB serait de 11 pourcent contre 10.3 pourcent une année auparavant et 8.2 pourcent en 2010 ; Un niveau d'émission de bons de trésor par l'Etat entraînant un accroissement de l'encours de 2445 MDT ou 27 pourcent compte tenu des besoins de financement croissants du budget de l'Etat ;
- ▮ Des réserves de changes en baisse de 1.5 milliard de dinars environ ou de 10 pourcent à la date du 12 janvier 2017 par rapport au 12 janvier 2016. Le total des avoirs se ramène à 12816 MDT, ce qui correspond à 110 jours d'importation contre 130 jours une année auparavant.

8- Persistance des pressions au niveau des finances publiques

Les traits marquants relevés au niveau de l'équilibre du budget de l'Etat durant les onze premiers mois de 2016 peuvent être récapitulés comme suit :

- a) Le ralentissement de l'activité économique se répercute négativement sur les recettes de l'Etat. Il en résulte, plus précisément, pour la deuxième année consécutive, une forte baisse des recettes au titre des impôts directs sur les sociétés (- 26 pourcent pour les onze mois de 2015 ; - 43 pourcent pour les onze mois de 2016), une quasi-stagnation des recettes au titre de la TVA (respectivement - 0.5 pourcent et + 0.7 pourcent)

En MDT	11 mois 2015	11 mois 2016
Impôts directs sur les sociétés	2 670.8	1 520.9
. Evolution par rapport période précédente	- 26.1%	- 43.1%
Recettes TVA	4 636.4	4 667.8
. Evolution par rapport période précédente	- 0.5%	+ 0.7%

b) L'augmentation des salaires, le développement des professions libérales par les personnes physiques et l'accroissement des importations de biens de consommation de luxe entraînent une forte progression des recettes fiscales y afférentes, de l'ordre de 21% pour les onze mois :

En MDT	11 mois 2015	11 MOIS 2016	Accroissement
Impôts directs sur les salaires	3 258.2	3 761.8	+ 15.5%
Impôts sur les Revenus	1 244.7	1 624.7	+ 30.5%
Total impôts sur les revenus	4 502.9	5 386.5	+ 19.6%
Recettes Droits de consommation	1 619.0	1 998.0	+ 23.4%
Total	6 121.9	7 384.5	+ 20.9%

Cela a permis de couvrir les moins-values résultant de la décélération de la croissance et d'avoir finalement, avec les revenus provenant, notamment, des privatisations, des recettes propres en progression modérée, de l'ordre de 5 pourcent, en retrait de sept points par rapport à la loi des finances initiale :

Les contraintes au niveau des dépenses, en particulier au titre des traitements et des salaires de la fonction publique (+16.8 pourcent durant les onze premiers mois de 2016) et des dépenses au titre du budget de capital avec une progression de 23 pourcent, fortement recherchée pour impulser le développement, se traduisent par un élargissement de l'écart entre les recettes propres de l'Etat et les dépenses. Le déficit budgétaire, compte non tenu des dons et des recettes de privatisation enregistre plus qu'un doublement par rapport aux onze mois de 2015 :

Déficit budgétaire onze mois 2015 : 1 864.9 MDT

Déficit budgétaire onze mois 2016 : 4 058.2 MDT

L'aggravation du déficit budgétaire, conjugué au glissement du dinar par rapport aux principales devises étrangères entraîne une augmentation de plus de 10 milliards de dinars de la dette publique. Le niveau atteint à fin novembre 2016 est de 55.172 MDT dont 35.964 MDT de dette extérieure. La dette publique attendue dans le cadre de la loi des finances complémentaire, récemment adoptée, est de 57.472 MDT soit 63 pourcent du PIB.

A titre d'éclairage, il est intéressant de relever que le poids de la dette publique tunisienne (63 pourcent du PIB) est proche de celui attendu pour le Maroc (64.4% du PIB selon le FMI) et en deca de celui de l'Egypte (94.6 pourcent)

-
-

-